

Rigoureux dans l'effort

Luc Frieden annonce des initiatives pour la rentrée au nom de l'équilibre budgétaire

On s'y attendait: les finances publiques sont dans le rouge en 2012. Le ministre veut agir. Mais où réaliser des économies? Réponse à la rentrée.

Luc Frieden, ministre des Finances, l'a confirmé: le déficit du budget de l'Administration centrale atteindra 1,2 milliard d'euros à la fin de l'année. Et sur les six premiers mois de l'exercice budgétaire, le trou est déjà de 415 millions. (voir les détails ci-dessous)

Face à cette situation, Luc Frieden le révoque: «Il est plus que jamais nécessaire de travailler à la réduction de ce déficit. Des efforts supplémentaires seront nécessaires pour stabiliser le budget.» Des nouvelles mesures d'économies ne sont donc pas exclues par le ministre qui ne prononce cependant pas le mot tabou de rigueur.

Ministre qui donne des pistes: «Acquérir une nouvelle culture de la dépense, repenser et réorienter les investissements dans les secteurs où le pays dispose d'un avantage compétitif afin de trouver de nouveaux axes de croissance et revoir le système des pensions.» Des pistes classiques déjà largement débattues. La si-

tuation actuelle permettrait-elle de dépasser les traditionnels clivages?

Radiographies

«Je sais que les citoyens sont prêts à renoncer à certaines choses pour garantir le bien-être du pays», a lancé le ministre qui ajoute que ce n'est que grâce «à un effort collectif» que le Luxembourg résorbera son déficit budgétaire. Et de rappeler que, si la situation n'est pas aussi dramatique que celle des pays du sud de l'Europe, celle-ci peut évoluer très vite «comme nous avons pu le voir avec l'Irlande». Les modalités de cet effort? Elles ne seront révélées que cet automne.

Du côté de la Chambre des salariés, on attend de voir pour se prononcer sur «l'effort collectif» annoncé. Mais du côté de la Chambre de commerce, on est sur la même longueur d'onde que Luc Frieden. La Chambre de commerce a ses solutions pour rétablir l'équilibre budgétaire. Un programme en trois points.

D'abord, un renforcement de la gouvernance. «Nous n'abandonons pas la crise d'une façon proactive, nous la subissons», détaille Carlo Thelen, chef économiste à la Chambre de commerce.

Et de plaider pour la mise en place d'une vision à long terme pour le pays, avec des objectifs socio-économiques, sociaux et environnementaux forts et avec des indications claires pour les atteindre.

Deuxième axe d'action: les dépenses.

Pour Luc Frieden, rétablir les équilibres budgétaires ne se fera pas sans mal

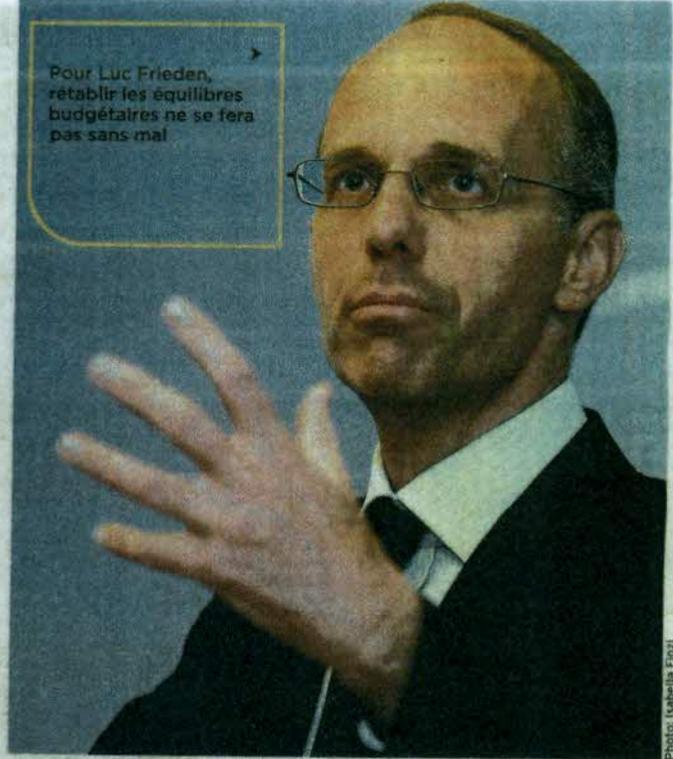


Photo: Isabella Finzi

«L'idéal serait de faire une mise à plat et une radiographie des dépenses (liées aux prestations sociales, à l'investissement, à la consommation, ...) et de se poser la question de la finalité et de l'efficacité de celles-ci. En procédant ainsi, on pourrait déjà optimiser beaucoup de choses.»

Dans le même esprit, Carlo Thelen souhaite que l'on établisse désormais le budget en fonction d'objectifs et de missions, et

d'en mesurer l'impact sur base d'indicateurs de performance. «Une désindexation complète de l'économie (l'abolition des clauses d'indexation dans les contrats par exemple) pourrait freiner l'inflation et permettrait une réduction des coûts de production pour les entreprises, mais également des coûts de consommation courante des pouvoirs publics.»

Concernant les dépenses sociales, «l'état actuel et prévisible de nos finances publiques ne permet plus une politique de l'arrosage». Et s'il se garde de préciser dans quelles dépenses tailler, il indique qu'il faudrait, au moins, abolir les transferts contradictoires. «Ici aussi, une radiographie serait utile.»

Tout comme dans le troisième axe d'action, celui des recettes. «Ici, il faut exclure, au nom de la préservation de la compétitivité et de l'attractivité de l'économie, d'augmenter les taux d'imposition, mais réfléchir plutôt à l'équité et l'efficacité de notre système fiscal, sachant que presque la moitié des ménages et des sociétés ne paient pas d'impôts.»

Et de plaider donc pour une révision du système fiscal en englobant, entre autres, une radiographie de divers abattements et autres déductions «qui, s'ils ont pu être justifiés à une époque ne le sont plus forcément aujourd'hui».

LA VOIE DE L'EMPRUNT

Selon les dernières données d'Eurostat, la dette publique de la zone euro continue d'augmenter, passant de 83,4% du PIB au 4^e trimestre 2011 à 88,2% au 1^{er} trimestre 2012. Au Luxembourg, on est à 20,9%. Mais Luc Frieden ne compte pas sur cette capacité d'endettement pour équilibrer son budget. «Pour une petite économie ouverte sur l'extérieur comme l'est le Luxembourg, les dérapages peuvent être très rapides. Pas question de voir se rejouer ici un scénario à l'irlandaise.»

L'annonce de la mise sous perspective négative du Luxembourg par Moody's ne peut

que renforcer sa conviction. Une dégradation que l'agence explique par l'incertitude qui continue à régner dans la zone euro, incertitude que la crise espagnole relance. Certes, le Luxembourg reste «Triple A» mais concrètement, l'agence n'exclut pas un abaissement de la note souveraine en cas de nouvelle dégradation de la situation. Pour autant, on l'a vu avec la France et les Etats-Unis «abaissés» par Standard and Poor's en 2011, la dégradation ne s'accompagne plus forcément d'un renchérissement du crédit sur les marchés. Ces deux pays empruntent en effet actuellement à

des taux historiquement bas.

En sera-t-il de même pour le Luxembourg? Pour se financer, le pays passe rarement par les marchés. Il privilégie les prêts bancaires. Et c'est la BCE qui est son principal bailleur de fonds. Sur les 6,5 milliards d'euros de dette actuelle, on compte 1,5 milliard de prêts bancaires. Le reste est constitué par trois emprunts émis durant la crise. Le premier, émis pour sauver la BGL, devra être remboursé au 4 décembre 2013. Il se monte à 2 milliards. Et tout porte à croire qu'il faudra emprunter pour le rembourser. Un test grandeur nature qu'il faudra bien préparer.